



Note de recherche – 6 avril 2015

Les élections législatives israéliennes de mars 2015 : la campagne

Olivier Danino

Olivier Danino est chercheur à l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS).

Le 17 mars 2015, les Israéliens se sont rendus aux urnes pour élire une nouvelle Knesset. La vingtième de l'histoire du pays. Ces élections anticipées découlent d'une décision prise par le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, de se séparer de deux de ses principaux ministres : Yair Lapid (aux Finances) et Tzipi Livni (à la Justice). La chute de cette coalition large, réunissant des partis profondément différents, n'est pas une surprise. Elle était même prévisible.

La coalition précédente avait d'ailleurs connu le même sort pour les mêmes raisons : des partis opposés idéologiquement, incapables de se rejoindre sur les questions liées à l'identité d'Israël et en désaccord sur l'orientation politique et économique que le gouvernement devait suivre. A l'époque, le désaccord était survenu sur le budget de l'Etat et sur le service militaire pour tous. La coalition de 2013 s'est, pour sa part, heurtée à la question du budget, aussi, et à une possible modification de la Loi fondamentale israélienne dont l'objectif était de

définir Israël comme l'Etat nation du peuple juif¹.

Le premier élément de cette campagne est la fin de l'accord entre le Likoud (consolidation) et Israël Beïtenou (Israël, notre maison), accord qui avait marqué les élections de janvier 2013. Les deux mouvements se sont donc présentés séparément et ne se sont pas ménagés durant de la campagne. Lieberman a centré ses interventions sur la sécurité et les risques régionaux soulignant qu'il était le seul à protéger Israël. Le parti dirigé par Naftali Bennett, Abayit Ayehoudi (la maison juive) a mené également une campagne sur ces thèmes. Ses attaques visaient surtout la gauche qui était dépeinte dans des clips

¹ Israël n'a pas de constitution en grande partie en raison de la difficulté rencontrée par les Pères fondateurs de définir clairement ce qu'est être juif, appartenance à un peuple ou uniquement pratiquant d'une religion ? Ils avaient peur que cela ne transforme le pays en Etat religieux si cela n'était entendu que dans ce dernier sens. D'où le fait que la déclaration d'indépendance parle explicitement de « peuple juif ». La notion d'Etat juif est évoquée dans ce document mais c'est une référence aux mots utilisés par la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale qui proposait la création d'un « Etat juif » et d'un « Etat arabe » sur le territoire de la Palestine mandataire.

agressifs comme laxiste et dangereuse pour le pays.

Le parti travailliste, Avoda (le travail), dirigé par Isaac « Bougie » Herzog s'est lui associé au mouvement fondé et dirigé par Tzipi Livni, Atnoua (le mouvement). Ce rapprochement reposait sur une convergence de vue vis-à-vis des priorités que devraient avoir le nouveau gouvernement israélien. C'était aussi une manœuvre stratégique. Herzog comme Livni savaient qu'ils ne pouvaient s'imposer seuls face au Likoud. Leur accord stipulait notamment, qu'en cas de victoire, les deux dirigeants seraient Premier ministre à tour de rôle. Le système israélien permet effectivement une alternance, nommée en hébreu « rotatsia », où chacun est aux responsabilités pour deux ans. Pour des raisons de clarté, et certainement parce qu'une coalition avec le Likoud semblait probable, Tzipi Livni s'est rétractée de cet accord la veille des élections en affirmant que seul Isaac Herzog serait Premier ministre en cas de victoire.

La campagne de l'Union sioniste a tourné autour du bilan économique de Netanyahu en laissant complètement de côté le bilan sécuritaire. Rien n'a été dit sur les conflits menés contre le Hamas et encore moins sur les négociations indirectes répétées entre Israël et ce mouvement palestinien. L'Union sioniste n'a pas non plus apporté de réponses aux attaques constantes portant sur sa capacité à défendre le pays. Cela a été une véritable erreur. Les cadres de l'Union sioniste avaient très certainement trop confiance en leur stratégie. Les sondages annonçaient effectivement de bons scores pour l'alliance Avoda-Atnoua et la population israélienne exprimait des critiques parfois virulentes contre Benjamin Netanyahu et sa femme Sarah. Le contexte semblait donc favorable.

Les partis arabes aussi ont fait le choix de l'alliance pour ces élections anticipées. Balad (acronyme hébraïque pour Ligue démocratique nationale), Taal (acronyme hébraïque pour Mouvement arabe pour le renouveau), une branche du Mouvement islamique en Israël et Hadash (nouveau) se sont associés afin de présenter une alternative crédible aux différents blocs politiques en lice et offrir un choix à ceux qui voulaient voter pour des mouvements se définissant comme non-sioniste. C'est une première dans l'histoire d'Israël. Jamais les partis arabes n'avaient réussi à présenter une liste commune à des élections.

Toutefois, cela ne doit pas occulter les divisions idéologiques profondes qui existent entre ces différents mouvements posant la question de l'avenir politique de cette alliance après le scrutin électoral.

Le Premier ministre sortant, quant à lui, a été habile en évitant de s'enfermer dans un discours monogame. Il a abordé aussi bien les questions économiques, sociales que politiques. Il a notamment insisté sur l'idée que le système gouvernemental devait être réformé car il empêchait la formation de coalition stable. Par contre, il a été mis en difficulté face aux arguments de Yesh Atid, Koulanou et l'Union sioniste qui avaient fait des enjeux socio-économiques la pierre angulaire de leur campagne.

Les questions sécuritaires ne sont venues que dans un deuxième temps pour Netanyahu. L'évocation de cette thématique dans des termes parfois violents s'explique très certainement par une perte de sang froid du côté de son équipe de campagne qui voyait les enquêtes d'opinion annoncer une défaite face à l'Union sioniste. Plus le temps passait, plus l'écart se creusait en faveur de la gauche plus la campagne électorale menée par le Likoud était virulente, agressive et jouait sur la peur.

Enfin, sur les 25 partis en lice pour ces élections (contre 34 lors de celles de 2013), il faut souligner la

disparition de Kadima, le parti fondé par Ariel Sharon en novembre 2005. Majoritaire lors des élections de la 18e Knesset, Kadima n'avait plus que 2 sièges depuis les élections de janvier 2013. Par contre, le jeune parti fondé par Moshé Kahlon en 2014, Koulanou (Nous tous), a lui réussi à s'imposer. Kahlon est un ancien du Likoud qui a quitté ce parti après de très fortes divergences avec Netanyahu.

Néanmoins, si les deux hommes entretiennent des relations exécrables, cela ne les empêche pas d'avoir aussi des points communs. Ils partagent par exemple l'idée qu'il n'y a pas de partenaires crédibles du côté palestinien et qu'il est hors de question d'envisager un partage de Jérusalem. Toutefois, Kahlon n'a pas mené campagne sur le dossier palestinien mais sur des enjeux purement économiques (coût de la vie, corruption, transparence, emploi etc...). C'est ce qui explique d'ailleurs son score aux élections.

Olivier Danino, « Les élections législatives israéliennes de mars 2015 : la campagne », *note de recherche de l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS)*, 6 avril 2015. <<http://www.strato-analyse.org/fr/spip.php?article278>>

Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Fondé en 2001 par François Géré, l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS) est un centre de recherche privé français, spécialisé dans l'étude des questions de stratégie, de défense et de relations internationales. A partir d'une équipe interdisciplinaire, l'IFAS conduit des recherches intégrant domaines flous et sciences dures et croisant les approches macrostratégiques (dimension globale des affrontements) et microstratégiques (particularités régionales des affrontements). L'institut travaille notamment sur : la dissuasion nucléaire ; la prolifération nucléaire ; les risques chimiques et bio-bactériologiques, les stratégies liées aux missiles et aux anti-missiles ; le développement de l'activité militaire spatiale ; le terrorisme et la guérilla ; la défense et les stratégies dans l'espace euratlantique, en Asie et au Moyen-Orient ; la pensée stratégique contemporaine ; les modalités de contrôle de la violence organisée et de retour à l'état de paix ; le rôle des organismes internationaux dans la gestion des crises et leur résolution ; les opérations d'information ; l'action psychologique et la médiatisation des conflits ; la cyberstratégie.

www.strato-analyse.org/fr

